

FLORENCE AUBENAS, OU LA PETITE RITOURNELLE DU MONDE DES PRÉCAIRES

Par Marc Sinnaeve

Membre du comité éditorial à PAC

Il existe un problème sociétal majeur, écrivait le sociologue Patrick Champagne voici 20 ans déjà¹ : les « malaises sociaux » dépendent des médias, ils n'ont pas d'existence visible tant que les médias n'en parlent pas. Florence Aubenas est une exception. Qui confirme la règle, puisque pour pouvoir traiter de la question des « précaires » dans le travail, la journaliste française a dû prendre un congé sans solde et publier son enquête sous forme de livre. Un succès d'édition qui sert de cache-misère au journalisme réel.

Quand les médias parlent des questions sociales, c'est, presque toujours, avec deux limites. Les problèmes sociaux sont quelque chose de complexe ; or, les médias ne traitent que de leur surface. Et ils en déforment la réalité en ne les abordant qu'à travers des incidents ou des situations de crise, seules circonstances jugées dignes de faire l'événement...

C'est d'autant plus le cas que les journalistes des médias audiovisuels, puissance économique dominante dans le monde de l'information, se focalisent sur les (seuls) aspects ou effets visibles, si pas spectaculaires, plus que sur les causes : celles-ci s'inscrivent, souvent, dans le temps long et relèvent de processus et de rapports sociaux invisibles ou peu perceptibles à l'œil nu, a fortiori dans l'instant qui est celui du journalisme d'actualité. Leur mise en images ou en mots demande du temps, des moyens, une connaissance et une approche de plus en plus incompatibles avec l'évolution présente du modèle de l'information vers une sorte d'hystérisation permanente de l'événement de crise.

UN LIVRE IMPORTANT

La « crise », justement, la journaliste de presse écrite Florence Aubenas a voulu en saisir, non pas le côté ou le moment exceptionnel que semble signifier le terme, mais

¹ « Le traitement médiatique des malaises sociaux » in *Les Cahiers du journalisme*, n°2, ESJ Lille, 1996.

les situations ordinaires du travail précaire, ultra-flexible, et des vies qui tentent de nouer les bouts à l'ombre de son enseigne. Elle en a fait un livre, à grand succès, en 2010 : *Le quai de Ouistreham*². Elle a choisi de partager le quotidien des travailleurs précaires, pendant six mois, et elle tente de nous le faire comprendre de l'intérieur, à la faveur d'une expérience de recherche de travail révélatrice des contraintes qui pèsent sur les emplois et sur les travailleurs précarisés.

En émerge le récit, davantage composition³ que description, de situations qui mettent en scène des personnages, des rencontres, des lieux... qui traduisent un certain rapport au monde du travail : la nécessité d'en trouver un, d'abord, n'importe lequel, à n'importe quelles conditions ; les difficultés infinies à réaliser un « job » d'apparence simple mais d'une exigence sans cesse accrue par les critères de rentabilité intenable des sociétés de nettoyage ou des sous-traitants à qui celles-là vendent des heures de ménage à prix plancher ; les va-et-vient entre les différents sites à nettoyer, les files d'attente continues dans les bureaux de placement ou d'intérim, et les évaluations de profils et de savoir-faire.

Même s'il n'est pas le premier du genre, ni le premier sur le sujet, c'est un livre important, alors même que la domination sans partage du marché et des impératifs de rentabilité sur le monde même de l'information journalistique tend à rendre médiatiquement inaudible ou invisible l'expérience laborieuse au temps du chômage de masse et des flexi-jobs. En dehors de quelques éclairages diffusés dans les marges et condamnés à la confidentialité.

LE MONDE D'APRÈS

Les réalités de la précarité sociale et professionnelle, pourtant, ne sont pas celles d'un « monde à part » ; elles tendent, au contraire, à devenir le seul horizon pour une proportion croissante de salariés déclassés. Ou « reclassés » par des cellules du même nom. Comme celles qui ont fait la fortune des agences de formation qui ont accompagné la liquidation de Moulinex, en 2001, « *une des dernières grosses boîtes de Caen à fermer* ». De ce point de vue, le *Quai de Ouistreham* est le récit du « monde d'après ». Après la désindustrialisation qui a frappé toute la région de Caen, son bassin d'emplois et ses anciens fleurons qu'étaient, entre autres, l'usine Moulinex et la Société métallurgique de Normandie. Une « *civilisation engloutie* ». Il y a quinze ans à peine...

Nombre des collègues femmes que l'auteure côtoie dans les sociétés de nettoyage, où elles trouvent « des heures » plus qu'un emploi, sont d'ailleurs des anciennes de l'entreprise d'électroménagers. Dans les années 1960, Moulinex avait été, dans la région, une des premières usines de femmes, « *et même de femmes jeunes* ». On en entendait parler de loin, on s'y présentait de partout, se souviennent des

² Florence Aubenas, *Le quai de Ouistreham*, L'Olivier, 2010.

³ Bernard Francq, « Le quai de Ouistreham, de Florence Aubenas » in *La Revue nouvelle*, février 2011.

anciennes ouvrières, restées copines, à la faveur du pique-nique rituel qu'elles organisent un dimanche par mois devant les grilles de l'usine désaffectée. On y entrait « pour toujours » : « *Travailler là-bas, c'était comme une nouvelle carte d'identité. Cela permettait à chacun de vous situer et donnait accès à un logement, à des crédits.* »

Aujourd'hui, on leur conseille de faire du « Chèque emploi-service », comme ont été baptisés les travaux à domicile chez des particuliers quand ils sont déclarés. Et puis, il y a celles qui, pour toute perspective, à plus de 50 ans, se mettent à compter leur âge par demi-années, « *comme les gosses* », et calculent comment se glisser dans des « plans » gouvernementaux de « *qui font gagner quelques primes et des années de retraite* ».

C'est le même imaginaire cabossé que l'on retrouve dans un autre témoignage saisi sur le vif : celui de deux jeunes gens rencontrés dans une casse automobile qui est tout ce qui reste d'animation d'une ancienne zone industrielle, « *autrefois l'une des plus actives* » entre Caen et la ville côtière de Ouistreham. Sur un parking en terre battue, rempli de voitures plus ou moins dépecées, les deux jeunes s'affairent dans « *un charivari de bruits de tôle et de moteur* ». Ils tentent de se souvenir du temps, « *tellement loin* », où leurs « *vieux travaillaient dans les usines autour* ». Ils fabriquaient des pièces de voiture « *ou quelque chose comme ça* », ils ne savent plus très bien : ils étaient tout gamins. Balayant d'un geste la casse et les châssis dépouillés, ils lâchent : « *Et nous maintenant, on mange leurs restes.* »

LES FEMMES SONT « TOUT EN BAS »

La formatrice, très caporal-chef, d'une agence d'intérim ne laisse planer aucune illusion aux demandeurs d'emploi présents devant elle : « *En tout cas, vous tous qui êtes ici, n'espérez pas trouver un plein temps. Même avant la crise, c'était dur. Il n'y a plus rien. Y compris les déménagements qui se font rares, sauf peut-être pendant la période des expulsions locatives, et encore.* » Reste les emplois saisonniers par définition instables, comme le maraichage, le ramassage de pommes, le travail dans les champignonnières..., ou les emplois dits atypiques, faits de temps partiel et d'horaires fragmentés, comme dans le secteur du nettoyage.

Sylvie, qui raconte l'histoire de Caen à Florence Aubenas, était esthéticienne avant de se marier. Le déclin de la région l'a conduit à abandonner son activité, et à vendre des « *plantes qui font maigrir* » sur internet et à travailler au nettoyage des ferrys sur le quai de Ouistreham. Dans un secteur où les employeurs n'aiment pas embaucher au-delà de 20 heures hebdomadaires, parce que, l'auteure l'a souvent entendu dire, « *les femmes sont plus rentables à 20 heures qu'à 40 heures dans le ménage. Il ne faut pas leur donner plus* ». Mais au moins Sylvie peut-elle dire à tout le monde que « *les 250 euros de loyer, c'est [s]on salaire qui les paye* »...

Même si ce n'est pas ce qu'elle voulait traiter de prime abord, confie par ailleurs Florence Aubenas, le travail des femmes s'est imposé. Parce que, dans la hiérarchie de la précarité, les femmes sont « *tout en bas* » ; elles se voient attribuer les boulots les plus sales et les moins rémunérés. En outre, dans les syndicats, elles sont rarement prises en considération, explique Florence Aubenas, alors qu'elles représentent le nouveau visage du salariat.

Dans son récit, il y a une fille, Victoria, qui monte une section syndicale pour les « *précaires* », qui devait réunir « *la masse montante des travailleurs aux emplois éclatés, les employés d'hypermarché, les intérimaires, les femmes de ménage ou les sous-traitants* ». Personne ne la rejoint. Pour ces salariés-là, qui se vivent « *en dessous* », « *les syndiqués sont les privilégiés d'un monde auquel ils n'ont pas accès* ». Et la révolte est un luxe inaccessible.

De ce point de vue, on notera que la mise en concurrence des uns et des autres opère tant sur le marché de l'emploi et dans les entreprises, que dans les politiques publiques dites d'activation des comportements de recherche d'emploi, dont l'ouvrage témoigne à profusion. Il restitue bien la violence du travail précaire : à la conscience des rapports de conflictualité sociale succède l'envie ou la haine entre catégories différentes de salariés, fragilisés de part et d'autre, isolés, chacun, dans leur situation respective, et renvoyés à leur propre impuissance, à leur propre contestation retranchée sur elle-même.

UNE CULTURE DE LA PEUR

Cette logique instaure une culture de la débrouille personnelle et de la peur. Un des fils de Fanfan, qui travaille sur les ferries d'Ouistreham, est employé dans un hypermarché. Sa mère raconte comment, à 30 ans, il vient de signer un contrat où il renonce aux 35 heures légales (en France) et à sa prime de transport. Le patron lui a dit : « *C'est ça, ou on coule la boîte* ».

Les salaires sont soumis au même arbitraire. On apprend que, pour un volume d'heures dispersées entre plusieurs places de travail, Florence Aubenas gagne « *250 euros au ferry, une cinquantaine ici et là, presque 400 dans une seule boîte* ». Mais rien n'est fixe. Il existe bien une convention collective de branche pour les métiers de la propreté qui fixe le salaire horaire légèrement au-dessus du salaire minimum, « *une dizaine de centimes en plus* ». Mais rares sont les entreprises qui l'appliquent... et les agents publics de l'emploi qui la font respecter, de peur de faire fuir les employeurs. Une conseillère de Pôle Emploi rapporte la réaction d'un patron qui l'a interpellée sèchement en ces termes: « *Je mets l'heure au Smic, je me fous de vos accords de branche. Et faites comme je vous le dis, sinon je mets mon annonce ailleurs.* »

Il y a concurrence pour les emplois, mais aussi pour les offres d'emploi, donc, qui sont devenus un véritable « *business* », sous la pression de l'idéologie managériale,

jusqu'au sein des agences de placement. Aux conseillers, on demande de faire « du chiffre », objectifs à la clé, de faire baisser les statistiques du chômage, priorité des priorités. À tout prix. Ce qui est remarquable dans l'enquête de Florence Aubenas, c'est de voir à quel point le statut professionnel et social des placeurs ou des conseillers emploi est lui-même sous pression permanente et implique une dégradation du travail, de ce côté-ci du bureau également.

C'est ce qui en fait un livre hors du commun, analyse le sociologue de l'UCL Bernard Francq⁴ : expérience de rencontres, de découvertes, de désillusions, plus que mise en scène de souffrances diverses, il permet de saisir, au plus près, les transformations du travail à l'œuvre en cherchant à comprendre « *ce qui fait la petite ritournelle* » de ce qu'est le monde d'aujourd'hui, mais aussi la société, la vie et les individus, avec leurs épreuves, leurs manques, leurs désirs, leur mémoire.

⁴ *Op. cit.*